

Les dérives de la pêche

© M. GUNTHER - FNH



Espèces marines en péril

La mer et les océans qui recouvrent 70 % de notre planète se composent d'un ensemble d'écosystèmes riches et variés. Si les grandes profondeurs et les espèces qui y vivent sont encore peu atteintes par les activités humaines, ce n'est pas le cas pour les milieux plus faciles d'accès. Les zones les plus touchées, près des côtes, sont celles à préserver en priorité car elles abritent la plus grande diversité en espèces et sont un lieu de reproduction pour nombre d'entre elles. Pourtant, pollutions, pêche et aquaculture se concentrent dans ces régions sans ménagement pour leur sauvegarde. Certaines populations halieutiques surpêchées mettent en place des stratégies de survie en accroissant leur taux de reproduction, mais un récif corallien ou une mangrove détruits ne peuvent se reconstituer.

- 80 millions de tonnes de prises par an
- Une source vitale de protéines animales
- Surpêche : reste à appliquer les mesures !
- La pollution dégrade aussi les écosystèmes

Quel avenir pour l'océan ?

La surpêche n'est pas un phénomène récent : dès 1946, la communauté internationale se penchait sur les excès pratiqués dans les mers de l'hémisphère Nord. Depuis, les techniques se sont perfectionnées et la demande en poisson a explosé. Aujourd'hui, les outils juridiques de maîtrise de la pêche existent, mais il faut les faire appliquer. Les professionnels, entre quotas à respecter et emplois à préserver, doivent faire face à des mutations inéluctables car les ressources halieutiques s'épuisent. Et les écosystèmes marins, ponctionnés par la pêche, doivent aussi affronter les effets dévastateurs des pollutions marines, accidentelles et chroniques. Enfin, dernière escale avant notre prochain dossier sur les interactions océans-atmosphère, écoutons quelques histoires d'îles, apportées par le vent.

POUR EN SAVOIR PLUS



Internet :
<http://www.fnh.org>

Les pêches mondiales en sursis

Dans les océans et les mers de la planète, plus de 80 millions de tonnes de poissons sont pêchés chaque année. Une gestion des pêches s'impose car les stocks de poissons diminuent fortement.

● **Effort de pêche :** l'intensité de l'exploitation d'un stock de poissons est quantifiée par l'effort de pêche. Cette notion prend en compte le nombre de navires, leurs caractéristiques techniques (engins de pêche, taille, moteur) et le temps de pêche. Ce qui permet d'estimer la mortalité engendrée sur le stock.

● **Stock :** un stock est une unité biologique distincte par sa zone de reproduction et son circuit de migration. Lorsqu'on parle de contingent de captures ou de quotas, le stock est considéré comme une unité de gestion et représente un groupe de poissons d'une même espèce soumise à une exploitation par la pêche.

● **Ressources halieutiques :** toutes les productions vivantes du monde aquatique (eau douce et eau salée). Elles regroupent donc l'aquaculture sous toutes ses formes (y compris les algues) et la pêche en mer, en rivières ou dans les lacs.

L'exploitation intensive des océans a réellement commencé à la fin de la seconde guerre mondiale. A cette époque, les économies européennes se reconstruisent et développent une pêche industrielle pour exploiter l'Atlantique Nord.

Au début des années soixante, avec les progrès technologiques (sonars, sondeurs, fibres synthétiques, chaluts pélagiques, congélation à bord, moteurs plus puissants...), l'effort de pêche augmente. Dès lors, les bateaux deviennent de plus en plus gros et vont de plus en plus loin. Des bateaux usines venant d'Europe, de l'ex-URSS, du Japon, des USA et de la République de Corée écumant les côtes ouest de l'Afrique et les océans tropicaux.

Pendant ces années fastes – entre 1945 et 1972 – où le poisson reste abondant et la demande forte, les captures mondiales ont presque quadruplé pour atteindre 60 millions de tonnes de prises. Peu de temps après, la pêche mondiale subit ses premières secousses. Des stocks de poissons s'écroulent comme l'anchois du Pérou en 1972 ou la morue en Atlantique Nord.

Face à ces coups de semonce, les États commencent à s'apercevoir qu'on ne peut plus laisser l'accès libre aux ressources halieutiques, qu'il faut structurer la pêche au niveau international et gérer les ressources de poissons. Premier outil mis en place, les ZEE (zones économiques exclusives) fixent la frontière des eaux territoriales à 200 miles (370 km). Le Pérou a été le premier pays à créer sa ZEE en 1946 mais le processus a réellement démarré en 1973. En 1984, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) considère que la quasi totalité des États est dotée de ZEE. En parallèle, pour mieux

exploiter leurs ZEE, les pays subventionnent la construction de navires de pêche. Résultat, de 1970 à 1992, la flotte mondiale fait plus que doubler alors que les prises augmentent "seulement" de moitié (84 millions de tonnes en 1992).

De nombreuses espèces de poissons surexploitées

Aujourd'hui, l'océan Pacifique fournit 62,3% des prises mondiales, suivi de l'Atlantique (29,2%) et de l'océan Indien (8,5%). Dix pays réalisent à eux seuls 70 % des captures mondiales. Avec, aux premiers rangs, la Chine et le Pérou, suivis du Chili, du Japon, des USA, de l'Inde, et de la fédération russe. En vingt ans, la prédominance des pays développés s'est inversée au profit des pays en développement. Ceux-ci pêchent

désormais 65% des captures totales contre 40% en 1973.

Mais le développement rapide et continu de la pêche s'est fait en menaçant graduellement de nombreuses populations de poissons. En 1994, la FAO estimait que plus des deux tiers des stocks de poissons marins étaient exploités à la limite de leur productivité maximale ou au-delà. La productivité maximale est atteinte lorsque le prélèvement équilibre l'accroissement naturel le plus élevé du stock. Si les captures augmentent au delà de cette limite, le stock ne peut plus se renouveler et



L'aquaculture en plein essor

Balbutiante dans les années 80, l'aquaculture (en eau de mer ou en eau douce) est désormais en plein essor dans le monde entier et représente aujourd'hui 18 % de la production halieutique totale. Sur les 25,5 millions de tonnes produites en 1994, 80 % proviennent désormais de cinq pays d'Asie : la Chine et l'Inde, suivis loin derrière par le Japon, l'Indonésie et la Thaïlande. Les carpes, moules, huîtres, pétoncles, et crevettes restent les principales espèces produites par les pays en développement. Les pays industrialisés se consacrant plutôt aux espèces à valeur élevée (turbot, omble, ormeau, huîtres...). D'après la FAO, l'aquaculture s'est fortement répandue car elle fournit une source de revenus réguliers (à la différence de la pêche artisanale considérée comme une activité de subsistance) et surtout elle peut être intégrée aux systèmes

agricoles locaux pour diversifier la base de production. La FAO estime que sa production pourrait atteindre 39 millions de tonnes en 2010 et permettre ainsi de compenser à moyen terme la diminution des prises en mer.

Le revers de la médaille

Mais la croissance de l'aquaculture peut avoir des effets négatifs sur l'environnement. Les élevages provoquent des pollutions de l'eau et concourent également à la destruction des zones côtières. L'implantation de bassins aquacoles dans le Sud-Est asiatique a ainsi rayé de la carte des millions d'hectares de mangrove. Au Honduras, cette destruction s'est traduite par des protestations de milliers de pêcheurs côtiers opposés à l'extension de ces élevages menaçant leurs propres ressources. Par ailleurs, la nourriture des espèces d'élevage



© FIPA-SUNSET

Chaluts qui raclent les fonds, filets dérivants ou "aspirateurs" des mers : des outils hyper-perfectionnés implacables.

décroît inexorablement. Tous les types de ressources sont touchés, depuis les poissons benthiques (qui vivent près du fond) du plateau continental comme la morue, le merlu, le flétan, l'aiglefin, jusqu'aux espèces migratrices pélagiques (qui vivent en haute mer) comme le thon rouge ou l'espadon, en passant par les crevettes, les poissons de récifs et même les requins du fait de la collecte des ailerons...

Touchés par la surexploitation, les stocks de poissons de haute valeur

commerciale ont décliné et les pêcheurs se sont reportés sur les espèces de petite taille et à faible valeur commerciale comme les harengs, les anchois ou les sardines... Ces poissons sont d'ailleurs souvent transformés en farines ou en huiles qui servent à nourrir le bétail, les volailles ou même... les poissons d'élevage. Aujourd'hui, on estime qu'environ 30 % des prises totales sont destinées à cet usage. Cela concerne notamment les pays comme le Pérou et le Chili qui réservent la majeure partie de leur pêche à la fabrication de ces produits dérivés (en vue de leur exportation) plutôt qu'à l'alimentation de la population.

La crise pénalise l'alimentation mondiale

La surpêche pourrait avoir de très graves conséquences sur l'alimentation mondiale, surtout dans les

pays en développement où le poisson reste la principale source de protéines animales. Partout dans le monde, la demande en poisson augmente à un rythme de 2 % par an, indiquant un déficit probable d'au moins 20 millions de tonnes au début de l'an 2000. L'aquaculture est alors souvent le dernier recours (voir encadré). Pourtant, les gâchis sont impressionnants : près du quart des poissons pêchés est tout



© O. BARBAUX - IFREMER

En Méditerranée, l'élevage de bars, daurades et turbots s'étend.

provient essentiellement de farines fabriquées à base de poissons sauvages...

Toutefois, on peut espérer que les acteurs du monde aquacole sont conscients de ces problèmes et mettent en pratique des méthodes d'élevage acceptables pour l'environnement et la collectivité.

INTERVIEW

SERGE M. GARCIA

« La surpêche n'est pas récente »

Serge M. Garcia est directeur de la division des ressources halieutiques et de l'environnement au département des pêches de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).



ODR

■ Où en est la coopération internationale en matière de gestion de la pêche ?

Le problème de la surpêche est abordé par de nombreux textes internationaux. En 1992, un accord international concernant la conservation et l'aménagement des stocks de poissons migrants a été signé. En parallèle, la FAO a adopté en 1995 un "code de conduite pour une pêche responsable" qui établit les principes à appliquer à la gestion et au développement de la pêche.

■ Comment résoudre le problème de la surpêche ?

La surpêche n'est pas un phénomène nouveau. Dès 1946, lors de la conférence internationale sur la surpêche à Londres, la surexploitation des ressources de la mer du Nord était dénoncée. Elle toucha ensuite le Pacifique, puis l'océan Indien et l'Antarctique. Aujourd'hui, les pêcheries doivent être absolument rationalisées pour reconstruire les stocks et accroître leurs performances économiques. Ce qui passe par une limitation du libre accès aux ressources, la réduction de la taille de la flotte et de l'effort de pêche.

Comme le secteur de la pêche est à la fois un important employeur (plusieurs dizaines de millions d'emplois), une source d'aliments et de revenus pour 200 millions de personnes, les gouvernements l'ont subventionné très largement. D'après nos calculs, la pêche au niveau mondial est déficitaire de plus de 50 milliards de dollars par année ! Et pourtant, avec une telle somme, on pourrait sans problème financer la réhabilitation de la plupart des pêcheries.

J.R

Métier

Aquaculteur

● **Formation** : enseignement sur le milieu marin (BEP ou BEPA), stages dans les exploitations aquacoles.

● **Description** : produire des "cultures marines" : conchyliculture (huîtres et moules) ou aquaculture "nouvelle" (poissons, crevettes, algues...).

● **Conditions d'installation** : diplômes obligatoires. Aptitude aux travaux physiques et goût pour le travail dans l'eau requis...

● **Partenaires** : Affaires maritimes, Ifremer, ministère en charge de la mer.

● **Débouchés** : peu en conchyliculture sauf si on connaît un exploitant (20 à 25 000 en France). Exploitations d'aquaculture nouvelles peu nombreuses (un millier) en France, plus importantes à l'étranger.

● **Où s'adresser** : Association des écoles maritimes et aquacoles. Tél. 01 44 77 80 30.



Les pêches mondiales en sursis



La pêche génère plusieurs dizaines de millions d'emplois au niveau mondial. En France, on compte près de 100 000 emplois pour la filière.

La pollution côtière menace l'avenir de la pêche

La dégradation de l'environnement dans les zones côtières est également une menace très sérieuse pour l'avenir de la pêche. Dans le monde entier, les estuaires, les marécages, les mangroves... sont menacés par l'urbanisation, les travaux de remblayage, les pollutions industrielles, urbaines ou agricoles. Or ces zones sont essentielles pour la reproduction, le développement et la croissance de la plupart des ressources halieutiques

aujourd'hui exploitées. Et les conséquences sont particulièrement graves pour les petites communautés de pêcheurs. Aux Philippines par exemple, près de 70 % des récifs coralliens ont été détruits par la pêche à l'explosif et la pollution côtière, menaçant ainsi les stocks de poissons coralliens indispensables pour l'alimentation de nombreuses communautés.

Les pêcheries de la mer Noire, quant à elles, se sont effondrées sous le double coup de la surpêche et de la pollution des côtes entraînant une eutrophisation des eaux. Cette catastrophe écologique – sans doute irréversible car la quasi totalité de l'écosystème est devenu anoxique (sans oxygène) – a laissé plus de 150 000 personnes sans ressources...

Pour une pêche maîtrisée

Malgré ce bilan très noir de la pêche mondiale, les spécialistes s'accordent à dire qu'il est encore possible de rétablir les stocks et d'assurer une exploitation durable des océans. Les

études prospectives estiment qu'il faudrait pour cela réduire l'intensité de la pêche et donc le nombre de bateaux d'au moins 30 %. Tout en assurant une gestion des pêches qui favorise la conservation des stocks au travers de mécanismes de limitation d'accès à la ressource. La maîtrise de la pêche exige aussi d'atténuer la détérioration de l'environnement des bassins hydrographiques et des zones littorales en instaurant des plans de gestion intégrée, de limiter les prises accidentelles et d'interdire le rejet en mer d'espèces non commercialisées. Sur ce dernier point, la FAO estime qu'on peut réduire les rejets à la mer de 60 % d'ici 10 ans en appliquant des règles simples : utilisation d'engins de pêche plus sélectifs, contingentement des prises, tailles minimum des captures ou mesures d'incitation économique. Sans oublier la mise en place d'une coopération internationale de gestion de la pêche efficace qui suppose aussi que les pays en voie de développement disposent de leurs propres structures locales de gestion et de contrôle de la pêche.

L'application des mécanismes de limitation d'accès devra être strictement contrôlée (quotas, rachat de droits de pêche ou de flottilles). D'autant plus que certaines de ces mesures peuvent connaître une dérive, comme le "colonialisme halieutique" des pays industrialisés qui achètent des droits de pêche aux pays en développement. Ce qui pourrait contribuer à aggraver le déficit en protéines dont ces pays souffrent déjà. Le retour du poisson abondant n'est donc pas encore pour demain. Mais les chercheurs estiment que ces efforts pourraient permettre de majorer les prises annuelles à long terme de 20 millions de tonnes de poissons à haute valeur commerciale.

Jean Robert

“ Un quart des poissons pêchés est rejeté à la mer ”



simplement rejeté à la mer parce qu'abîmés, trop petits ou sans valeur commerciale. D'après la FAO, entre 1988 et 1990, une moyenne annuelle de 27 millions de tonnes de poissons ont été ainsi rejetés à la mer.

Les “guerres” du poisson

Au fur et à mesure que les stocks disparaissent, la tension monte entre les pêcheurs et les nations avec son cortège inévitable de violences et d'interventions navales sur les lieux de pêche. En 1994, dans l'Atlantique Nord, la “guerre du thon” a opposé des dizaines de bateaux espagnols à des bateaux à filets dérivants britanniques et français.

De l'autre côté de la planète, les conflits se multiplient également. Greenpeace a comptabilisé plusieurs dizaines de “guerres du poisson”. Ainsi, en Inde, des millions de pêcheurs indiens ont fait grève pour contraindre leur gouvernement à abandonner le projet d'accorder des licences à des centaines de bateaux industriels étrangers.

La révision de “l'Europe bleue” pour l'an 2002

Initiée en 1970 avec la création de l'organisation commune des marchés et produits de la pêche, “l'Europe bleue” n'a vraiment pris forme qu'en 1983 avec l'instauration du premier régime communautaire de conservation et de gestion des ressources halieutiques. Cette politique s'organise en trois volets. Un volet “ressources” (mesure de conservation, de gestion et de contrôle), un volet “structures” (mesures visant la réduction et la réorientation des capacités de pêche ainsi que des actions de modernisation et de développement) et un volet “marché” (mesures de stabilisation, de garantie des prix et des revenus). La mise en

œuvre du volet “ressources” est difficile, car celui-ci repose sur le principe d'égalité d'accès des pêcheurs des États membres à la totalité de la zone de la pêche communautaire (ZPC). La conservation des espèces s'exerce théoriquement par un arsenal de mesures techniques (maillage des filets, taille et poids minimum des espèces capturées, spécification des engins...), leur gestion, la fixation des taux de capture autorisés et leur répartition en quotas par pays. Pourtant, la surexploitation des espèces demeure. Cet échec est dû à l'inefficacité de certaines mesures et surtout à la faiblesse des contrôles, à la disparité des sanctions

appliquées et au manque de cohérence entre les différents volets de la politique. Une révision générale de “l'Europe bleue” est prévue pour 2002 et fait déjà l'objet d'intenses discussions. Doit-on corriger les déficiences techniques, renforcer la cohérence du dispositif mais conserver les principes acquis et poursuivre une politique aussi interventionniste ? Doit-on considérer le secteur de la pêche et de l'aquaculture comme un secteur marchand spécifique auquel doivent strictement s'appliquer les règles du marché européen ? C'est tout l'enjeu des débats actuels.

Olivier Curtil

(Centre de droit et d'économie de la mer)

Pollution des océans et des mers

Essentiellement liée aux activités humaines terrestres, la pollution marine touche surtout les eaux côtières. Modification de l'équilibre des espèces marines, détérioration de la qualité de l'eau, maladies et intoxications humaines ou animales, sont ses effets majeurs. Due à la présence excessive de certains polluants, elle dépend aussi de conditions naturelles favorables à leur concentration ou leur action (courants, morphologie sous-marine, mers fermées...).

Le transport des polluants s'effectue vers la mer par les cours d'eau. Le lessivage des sols agricoles et urbains par les pluies est donc le moteur initial des apports.

Les toxiques s'accumulent dans les organismes vivants. Le phénomène s'amplifie tout au long de la chaîne alimentaire. C'est la bioamplification (qui va du plancton à l'homme). Ces toxiques fragilisent les espèces, et causent parfois des maladies.

Matières en suspension

1 - Cours d'eau ou canalisations charrient des matières en suspension (MES) qui privent localement le milieu marin de lumière, nécessaire à la vie.

2 - Les MES se déposent dans les estuaires et constituent des pièges à polluants et à microbes qui peuvent créer des pics de pollution lorsque des courants forts ou des tempêtes les remettent en suspension.

L'eutrophisation

Les détergents et les engrais fertilisent l'eau. En milieu ouvert, ce phénomène enrichit l'écosystème, mais en zone confinée (lacs, cours d'eau lents, baies marines), l'accumulation de biomasse en suspension peut priver la faune et la flore d'oxygène.

Microbes et virus pathogènes se concentrent dans les eaux littorales. Certains, accumulés dans les coquillages, peuvent provoquer des maladies graves (typhoïdes, hépatites...).

Toxiques, détergents, microbes

Les mers encloses

ou semi-encloses sont très sensibles à l'eutrophisation et aux pollutions toxiques, car, faute de brassages, les polluants s'y concentrent. En mer Noire, dans les mers nord-européennes, et en Méditerranée, faune et flore sont très endommagées.

Le pétrole

rejeté en mer provoque toxicité et engluement des oiseaux.

Il provient des :

- pétroliers lorsqu'ils nettoient leurs cuves au large (dégazage), ou en cas d'accident (marées noires)
- navires commerciaux (carburants)
- industries.

De nombreuses mesures ont été prises pour limiter les risques liés à la navigation.

Le milieu marin sous bonne surveillance

L'Ifremer a mis en place trois réseaux de surveillance. Le premier, le RNO (1), a été créé en 1974 pour évaluer la qualité des eaux (salinité, température, sels nutritifs...), mesurer les polluants chimiques, et, depuis 1987, suivre les effets des polluants sur les animaux marins. Il a recours à des coquillages et des sédiments comme indicateurs et transmet les données aux autorités nationales et internationales. C'est ainsi que l'annonce de la pollution de la Gironde par le cadmium avait entraîné l'arrêt de toute exploitation de coquillages. Les deux autres réseaux, le Remi (2) et le Rephy (3) sont davantage axés sur la protection sanitaire du consommateur de produits marins. Le Remi surveille la qualité microbiologique des 250 zones de productions conchylicoles. Le Rephy analyse les proliférations algales toxiques.

Des espèces étrangères

transportées d'un coin du monde à l'autre se développent dans le milieu marin d'accueil au détriment d'espèces indigènes. La caulerpa, algue apparue récemment en Méditerranée occidentale gagne ainsi sur les herbiers de posidonies, viviers de la faune méditerranéenne.

Infographie réalisée avec la collaboration d'Ifremer

Lutte anti-pollution

Le Cedre, créé à la suite de l'accident de l'Amoco Cadiz en 1978, intervient lors des pollutions accidentelles pour préconiser la technique de lutte la plus appropriée. L'action en mer peut consister à concentrer les polluants (ex. : pour les nappes de pétrole) avec des barrages flottants avant de récupérer le produit en le pompant ou utiliser des dispersants. Quand la pollution arrive près des côtes, il faut la canaliser vers des zones de récupération. Si elle atteint le littoral, les techniques de nettoyage vont du ramassage par des engins de travaux publics aux jets d'eau chaude ou froide. Puis, les produits sont stockés et éliminés.

(1) Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin
(2) Réseau de surveillance microbiologique
(3) Réseau de surveillance du phytoplancton et des phytotoxines.

Différentes pollutions

1 CHIMIQUE HYPERFERTILISANTE

Excès de sels nutritifs (lessivage des engrais, rejet de stations d'épuration).

2 CHIMIQUE TOXIQUE

Intoxications par substances toxiques (pesticides, PCBs*, métaux) issues des activités agricoles, industrielles...

3 BIOLOGIQUE

Contamination du milieu par des bactéries et virus issus de déjections humaines ou animales rejetées par les villes ou l'agriculture ; proliférations brutales d'espèces marines introduites.

4 PHYSIQUE

Pétrole, déchets, radioactivité...

REMEDES : en réduisant à la source les occasions de polluer (produits plus neutres, limitations des rejets en mer, etc.) on limitera la dégradation des écosystèmes marins.

* PCBs = Polychlorobiphényles